

CONFÉRENCE DE PRESSE DE FAWZI REBAÏNE

«Nous sommes plus proches du royaume de Bokassa que de la république»

Le président de AHD 54 s'est demandé, hier, «si la nomination de M. Zerguine à la tête de Sonatrach n'est pas la conséquence d'un clivage qui oppose des centres d'intérêt». Il a dit aussi que la situation politique du pays est «dramatique». Les deux questions ont été soulevées hier lors d'une conférence de presse animée par M. Fawzi Rebaïne au siège de son parti.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Lors de sa rencontre, hier, avec les journalistes, le président de AHD 54 est revenu sur les résolutions qui ont sanctionné le quatrième congrès de son parti tenu les 18 et 19 du mois en cours. M. Fawzi Rebaïne a réitéré, à cette occasion, les principales revendications de son parti, à savoir «la consécration de la démocratie, des libertés et celle de l'alternance au pouvoir».



Photo : Samir Sid.

Le conférencier a plaidé également pour «de véritables réformes avec la participation de toutes les forces politiques, la séparation des pouvoirs institutionnels, la décentralisation éco-

nomique et sociale et l'assainissement de l'environnement politique, associatif et médiatique».

En abordant les questions politiques de l'heure, le conférencier a notamment commenté le

changement opéré à la tête de la compagnie Sonatrach, tout en se demandant «si ce changement n'obéit pas à des clivages claniques, et en portant à la connaissance des journalistes présents

que le neveu de l'ex-ministre de l'Energie, M. Chakib Khelil, était affecté à la filiale de Sonatrach basée en Suisse et dirigée par le nouveau patron de la compagnie». Pour lui, «il est urgent que la transparence soit instaurée dans la gestion de l'entreprise Sonatrach». Par ailleurs, les sujets traités par la presse nationale, tels que «le recours à la main d'œuvre étrangère, ou encore le scandale de l'autoroute Est-Ouest» ont été également au centre de l'intervention du premier responsable de AHD 54.

Toutefois, la chose politique a occupé l'essentiel de l'intervention de M. Rebaïne qui a qualifié la situation politique du pays de «dramatique». C'est dans cette optique qu'il a dit «que les douze années qui viennent de passer étaient beaucoup plus proches du royaume de Bokassa que de la république». «Il n'y a pas de démocratie avec un suffixe et un préfixe. Il y a une démocratie tout court», a-t-il conclu.

A. B.

GHOUL ET ZERHOUNI SUR LA MÊME LONGUEUR D'ONDE

Priorité aux entreprises nationales

La préférence nationale aura été l'une des idées phares développées hier aussi bien par Amar Ghoul que par Yazid Zerhouni. Ils ont tous deux plaidé pour une augmentation des capacités de réalisation nationales pour ne recourir au partenariat étranger qu'en cas d'exception.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - En donnant le coup d'envoi de la neuvième édition du Salon international des travaux publics, le ministre du secteur a insisté sur la nécessité de renforcer les capacités de l'outil national de réalisation. Amar Ghoul considère que le partenariat doit rester «exceptionnel» pour un marché porteur qui intéresse de plus en plus d'entreprises. Ces dernières sont appelées à investir dans des créneaux novateurs et à faire du transfert de technologie. Pas question pour Ghoul de se contenter d'un partenariat qui ne serait profitable qu'aux entreprises étrangères. Il exhorte, en parallèle, les entreprises nationales à s'investir davantage dans aussi bien les études, la réalisation et le suivi.

Elles doivent, dit-il, ouvrir leurs portes aux compétences nationales et aux ingénieurs issus des universités algériennes. Amar Ghoul, interrogé au sujet des études qui sont souvent refaites en cours de réalisation, a considéré cela comme une procédure de plus en plus ordinaire, expliquant que très souvent la réalité du terrain contraindrait les entreprises à réviser leur copie.

Une révision qui a un coût mais qui, dit-il, n'est supportée que par l'entreprise qui réalise. Une vision que partage Yazid Zerhouni qui accompagnait Ghoul dans son déplacement. Il a plaidé pour un partenariat profitable aux deux parties. Le vice-Premier

ministre considère en effet que si le marché algérien est attractif et dynamique, il ne doit pas être profitable qu'aux seules entreprises étrangères. Le transfert de savoir est, dit-il, une condition sine qua non. Un message adressé aux participants à la neuvième édition du Salon international des travaux publics. Une édition placée sous le thème «Les travaux publics, édifions ensemble les voies de l'Algérie» et qui regroupe 315

entreprises dont 131 étrangères. L'Allemagne, la France, l'Italie, la Turquie, la Chine, l'Inde, l'Espagne, le Danemark, le Maroc, le Japon, le Royaume-Uni, la Tunisie, l'Autriche, l'Irlande et l'Indonésie y sont présents pour démontrer leur savoir-faire dans un secteur dont les perspectives attirent plus d'une entreprise.

A l'horizon 2014, ce sont pas moins de 3 200 projets qui sont inscrits. Le secteur prévoit la réalisation de 2 636 kilomètres de routes sans compter l'autoroute Est-Ouest, les 65 projets maritimes et les 30 programmes aéroportuaires.

N. I.



Photo : Samir Sid.

LE MAGISTRAT ABDALLAH HABOUL OBTIENT GAIN DE CAUSE

La plainte contre l'ex-inspecteur général du ministère de la Justice relancée

La chambre d'accusation près la cour d'Alger a décidé, hier, de relancer la plainte pour «offense et insulte» introduite par le magistrat Abdallah Haboul contre Ali Badaoui, l'ex-inspecteur général du ministère de la Justice.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le doyen des juges d'instruction du tribunal de Bir Mourad Raïs devra rouvrir l'affaire Haboul - Badaoui après s'être déclaré «incompétent» sous prétexte de «non-paiement du plaignant». La décision a été prise, hier, par la chambre d'accusation près la cour d'Alger après avoir examiné le dossier durant plusieurs heures. Une victoire pour le magistrat Abdallah Haboul et ses avocats, Abdelhamid Rehioui et Mohamed Ras El Aïn, l'ex-secrétaire général du Syndicat national des magistrats. Dimanche, lors

des plaidoiries, les deux avocats s'étaient attelés à démontrer la situation de blocage induite par le refus du doyen des juges d'instruction de Bir Mourad Raïs de fixer le montant de la caution. Une situation, ont-ils précisé, «contraire aux dispositions des articles 73 et 75 du code pénal».

Dans son arrêt, la chambre d'accusation de la cour d'Alger a exigé du magistrat instructeur de fixer le montant de la caution et d'ouvrir une information judiciaire. Dans le cadre de cette procédure, il devra convoquer et entendre le plaignant, le mis en cause ainsi

que tous les membres de la commission de discipline du Conseil supérieur de la magistrature présents en 2005 lorsque Ali Badaoui a qualifié Abdallah Haboul de «magistrat indigne». Ancien membre de la section syndicale SNM dans la wilaya de Constantine, Abdallah Haboul avait été muté en 2004 en qualité de procureur de la République dans la wilaya d'El-Bordj.

Après quelques mois d'exercice, il a fait l'objet d'une suspension pour retard à une audience et absence à deux cours d'information. Il sera ensuite déféré devant la commission de discipline du Conseil supérieur de la magistrature où il a été pris à partie par l'ex-inspecteur général du

ministère de la Justice. Notons que suite à cette affaire, le magistrat avait introduit deux plaintes administratives auprès de la tutelle. Des procédures qui sont restées sans suite. Il décide alors de saisir la justice, mais la première plainte pour offense et insulte déposée devant le tribunal de Bir Mourad Raïs disparaît mystérieusement. La seconde procédure, introduite en 2008, sera finalement «ralentie» par le doyen des juges d'instruction qui a refusé de fixer la caution à payer par le plaignant. Rappelons que Ali Badaoui a été relevé de ses fonctions en mars 2011 suite à un vaste mouvement de protestation organisé par des magistrats.

T. H.